

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 26/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MONDELEZ International**

Route de Clisson  
BP 38  
44690 La Haie-Fouassière

Références : N4-2023-518-RI  
Code AIOT : 0006301415

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2023 dans l'établissement MONDELEZ International implanté Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière. L'inspection a été annoncée le 25/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONDELEZ International
- Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière
- Code AIOT : 0006301415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une biscuiterie industrielle produisant, sur plusieurs lignes de production, des biscuits sucrés et salés.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets aqueux:
- Rejets atmosphériques
- Réalisation des exercices POI et NH<sub>3</sub>
- Gestion du risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 9 et 11
3	Réalisation des exercices POI et NH3	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, articles 29.3 et 30.2
4	Gestion du risque incendie : état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
5	Gestion du risque incendie : confinement des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 27.4.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 7

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a montré que les demandes formulées lors de la précédente inspection, en octobre 2022, ont été bien suivies par l'exploitant. Ainsi, l'exploitant est désormais associé régulièrement au suivi de la qualité des eaux usées traitées. Il a de plus réalisé des travaux afin d'améliorer le traitement des eaux et réduire la fréquence de dépassements parfois observés. Il a apporté des éléments de réponse sur la valorisation des produits écartés.

L'inspection a mis en évidence des points à améliorer :

- réalisation d'exercice POI : utilité de les diversifier
- installations NH<sub>3</sub> : besoin de consolider les exercices NH3 ainsi que les améliorations possibles identifiées en exercices
- état des stocks : bases de données à modifier pour être en mesure de fournir les quantités (en kg) et les qualités (nature, par grands types) de matières stockées
- rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie : des incertitudes sur les actions à réaliser ont été mises en évidence. L'exploitant pourra éclaircir ces points et adapter le cas échéant ses procédures

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - résultats et bilans : concentrations et flux (art 7) et fréquences de mesures (art 33.1)  - dispositions prises exploitant-délégataire (extrait précédent rapport d'inspection : "Bien que la prestation soit déléguée, l'exploitant est responsable de la qualité des eaux qu'il rejette. A ce titre, il doit disposer de ces informations (leur historique et en temps réel) et être associé à la prise de décisions en cas de non-conformité. L'exploitant précisera les dispositions prises en ce sens.")
<b>Constats :</b> Les derniers résultats d'analyses (31/03/23) sont consultés. Ils sont conformes.  La consultation des résultats sur GIDAF au cours des 5 dernières années montre des pics périodiques de dépassements sur les 5 paramètres macro-polluants (MES, DCO, DBO5, azote et phosphore). Le problème est identifié par l'exploitant, qui a procédé à des remplacements de moteurs afin d'améliorer la filtration (sur sable) et l'aération des bassins. Les résultats dans les prochains mois montreront le niveau d'efficacité de ces actions.  S'agissant des dispositions entre l'exploitant et son délégataire, la situation, à l'occasion d'un changement de prestataire début 2023, s'est très nettement améliorée depuis la précédente inspection d'octobre 2022. Des bilans des actions menées par le délégataire sont désormais adressés à l'exploitant chaque semaine. Et des points mensuels d'experts exploitant/délégataire/gestionnaires d'installations sont désormais réalisés pour suivre la qualité du traitement des eaux usées du site.  S'agissant des eaux pluviales, les analyses réalisées tous les 6 mois en 2021 et 2022 sont consultées : parmi les résultats d'analyses des 4 prélèvements réalisés par Inovalys, aucun dépassement de VLE n'est observé sur les paramètres réglementés dans l'AP (MES, DBO5, DCO, hydrocarbures totaux, pH et Température)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 9 et 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 9.2. Valeurs limites de rejet Les gaz de combustion émis par les chaudières et par les fours à flux indirects doivent respecter les valeurs suivantes : (en mg/Nm <sup>3</sup> , en sorties Chaudières et Fours de cuisson) Oxydes de soufre 35 30 Oxydes d'azote 150 400 Poussières 5 40  ARTICLE 11 CAS PARTICULIER POUR LES EMISSIONS D'AMMONIAC PROVENANT DES FOURS DE CUISSON L'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires lui permettant d'assurer une concentration en ammoniac dans ses fumées de cuisson : - inférieure à 5 mg/Nm <sup>3</sup> . (coquille : 50 mg/Nm <sup>3</sup> .)
<b>Constats :</b> Pour l'analyse des rejets en sortie des fours, l'arrêté préfectoral n'impose de réaliser de nouvelles analyses qu'en cas de "conditions de fabrication (recettes notamment) notablement modifiées". Ce qui n'a pas eu lieu depuis de nombreuses années. Les dernières analyses en sortie des fours datent de plus de 10 ans. Bien que son arrêté préfectoral ne l'impose pas, l'exploitant a prévu la réalisation de nouvelles analyses "complètes" (incluant SOx et poussières) au second semestre 2023.  Pour l'analyse des rejets en sortie des 2 chaudières (la chaudière de secours n'existe plus), la fréquence minimale fixée par l'AP (article 33.2.1) est une analyse tous les 3 ans. L'exploitant réalise une analyse semestrielle. Les résultats (COMETI) de la chaudière « vapeur » (« Babcock – STB300 – 1750 kW ») sont consultés pour avril, juin et octobre 2022 et janvier 2023. Aucun dépassement du paramètre Nox n'est observé. En revanche, les paramètres Sox et poussières ne sont pas mesurés dans ces analyses. Les résultats (COMETI) de la chaudière « eau chaude » sont consultés pour juin et octobre 2022 et janvier 2023. De même, aucun dépassement en Nox n'est observé mais les paramètres Sox et poussières ne sont pas mesurés. Les résultats (APAVE) de prélèvements réalisés le 18/04/2023 sur les 2 chaudières sont consultés. Les paramètres Nox et Sox sont mesurés : aucun dépassement n'est constaté,  Les résultats en NH <sub>3</sub> en sortie des fours sont consultés. conduit n°1 : 32,6 mg/Nm <sup>3</sup> et 27,7 g/h conduit n°2 : 56,5 mg/Nm <sup>3</sup> et 51,4 g/h conduit n°3 : 347 mg/Nm <sup>3</sup> et 284 g/h conduit n°4 : 187 mg/Nm <sup>3</sup> et 175 g/h conduit n°5 : 1063 mg/Nm <sup>3</sup> et 3306 g/h conduit n°6 : 9,8 mg/Nm <sup>3</sup> et 2 g/h conduit n°7 : 10,5 mg/Nm <sup>3</sup> et 2 g/h conduit n°8 : 2,7 mg/Nm <sup>3</sup> et 2,1 g/h conduit n°9 : 1,2 mg/Nm <sup>3</sup> et 0,29 g/h  <b>La limite réglementaire (AP et arrêté du 2/2/98) est de 50 mg/Nm<sup>3</sup> . Cette valeur est donc très nettement dépassée sur les conduits n°2 à 5. Le flux total associé est de 3850 g/h.</b> <b>L'exploitant définira sous 6 mois les dispositions qu'il compte mettre en place, et le calendrier associé, afin de réduire ces émissions en NH<sub>3</sub>.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Réalisation des exercices POI et NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 29.3 et 30.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercices
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un exercice annuel de la mise en oeuvre du POI est réalisé.  Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci.  Cette formation comporte notamment : [...] - un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci.
<b>Constats :</b> Des exercices annuels d'évacuation du personnel sont réalisés (à l'exception de 2022) depuis 2018. Ces exercices répondent à l'obligation réglementaire d'exercice annuel de mise en oeuvre du POI.  L'exploitant a conscience qu'il n'est pas satisfaisant de procéder chaque année au même type d'exercice. Il a prévu au cours des prochaines années de varier les scénarios d'exercice. Un exercice avec le SDIS devrait avoir lieu en juin 2023 et un exercice de fuite NH3 est envisagé.  Le dernier exercice de fuite NH <sub>3</sub> date de 2017. Le compte-rendu de cet exercice comportait un certain nombre de préconisations et suites à donner (en termes de réparations et travaux à réaliser et en termes organisationnels). Mais l'exploitant ne dispose pas d'information sur les suites qui avaient été données. <b>L'exploitant réalisera, sous 3 mois, une synthèse des suites qui avaient, ou non, été données à ces préconisations.</b> <b>De plus, étant donné l'enjeu lié à la proximité d'habitations, l'exploitant réalisera sous 3 mois l'exercice de fuite NH<sub>3</sub>, ainsi qu'il l'a déjà envisagé.</b>  L'exploitant a transmis des attestations de formation du personnel spécifique conduite des installations NH3. Ces attestations sont parfois anciennes (2021, 2017, 2010, 2007, 2006 et 2000). L'exploitant étant soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4735, il est soumis à l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997, et notamment son article 54. <b>A ce titre, l'exploitant adressera à l'inspection, sous 3 mois, la liste de son personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi que les dates des exercices et entraînements périodiques définis à cet article 54.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Gestion du risque incendie : état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'état des stocks du bâtiment « matériau et combustible » est demandé à l'exploitant. En réponse à la demande, l'exploitant dispose d'un état des stocks détaillé mais exprimé selon des unités différentes : 14.475 kg (ex : colles), 51.600 mètre linéaires (ex : bobines), 2.120.173 m2 (ex : films plastiques) et en nombre de pièces (ex : cartons) (5.427.446 « PC » et 121.585 « ZPC »)  Ces données ne permettent donc pas d'être en mesure de connaître rapidement, en cas de besoin, la quantité totale de matière présente. De plus, les matériaux sont identifiés par références, sans que leur nature ne soit indiquée explicitement.  <b>L'exploitant ajoutera des champs de données dans son outil de suivi (SAP),</b> afin que chaque référence soit associée à un <b>poids unitaire</b> et à une <b>famille de produits</b> (plastiques, cartons, etc). Ce qui permettra de connaître la quantité totale de matières présente dans le bâtiment et la répartition par type de matières.  A noter toutefois que, dans ce bâtiment, les différents types de produits sont stockés dans des emplacements différents et que l'exploitant connaît en temps réel le nombre de palettes présentes (par types).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Gestion du risque incendie : confinement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 27.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin de confinement lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., le bassin d'orage présenté au TITRE III 6.2., auquel est raccordé le réseau de collecte des eaux pluviales, est aménagé en bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. La vanne automatique de blocage nécessaire à la mise en service de ce confinement est à sécurité positive. Elle doit pouvoir également être actionnée automatiquement et à distance en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b> En cas d'incendie sur site, les eaux d'extinction seraient dirigées vers 2 exutoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vers le réseau d'eaux usées (station d'épuration)</li> <li>- vers le réseau d'eaux pluviales</li> </ul> <p>Pour les eaux pluviales, l'exploitant dispose de 2 dispositifs "pollu-stop" (sur les deux canalisations principales d'eaux pluviales, de part et d'autre du site). La rétention des eaux d'extinction aurait lieu dans les canalisations d'eaux pluviales</p> <p>Pour les eaux usées, elles seraient dirigées vers le bassin d'orage. La fermeture de la vanne en sortie de bassin d'orage peut être déclenchée sur le site de la station d'épuration mais aussi au poste de garde, 24h/24h.</p> <p>Néanmoins, pour que ces eaux soient dirigées vers le bassin d'orage et non vers la station d'épuration, il est nécessaire que les pompes de relevages en amont de la station d'épuration soient mises à l'arrêt.</p> <p><b>L'exploitant justifiera de sa capacité 24h/24h à réaliser cet arrêt des pompes. Il inclura cet arrêt des pompes à la procédure de fermeture de la vanne du bassin d'orage en cas d'incendie (ou autre pollution).</b></p> <p>De plus, l'exutoire du réseau d'eaux pluviales (avant et après franchissement de la RD) ne semble pas précisément connu par l'exploitant et son délégataire. <b>Un schéma de l'organisation des réseaux d'eaux usées et pluviales et de leurs exutoires possibles (marais et bassin d'orage) sera établi et mis à jour par l'exploitant sous 3 mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet